



Monsieur Elio DI RUPO
Vice-Premier Ministre et
Ministre de l'Economie et
des Télécommunications

Square de Meeûs, 23
1000 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

27.223/II/PF
RC/DV

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

En ses séances des 23 mai et 6 juin 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte à l'encontre du recrutement de "mandataires" dans les Services centraux de "LA POSTE".

Selon le plaignant, ces engagements ont été effectués en l'absence de cadres linguistiques et en outre, une parité de fait n'a pas été respectée, puisque quatre mandataires francophones ont été engagés à ce jour pour 7 néerlandophones.

Vous avez communiqué le 4 avril 1996 les renseignements suivants:

- 1° "les fonctions attribuées par mandat ne sont pas des "emplois" au sens de l'article 43, § 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.);
- 2° ces fonctions ne sont donc pas reprises dans les Services centraux, mais le Conseil d'Administration de "LA POSTE" s'est cependant engagé à respecter un équilibre global au niveau des mandataires;
- 3° actuellement, sur les vingt fonctions prévues dans les Services centraux, onze sont attribuées, dont sept à des néerlandophones et quatre à des francophones. Un douzième mandat sera attribué incessamment à un francophone".

"LA POSTE" est une entreprise publique dont le statut a été fixé par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises économiques, qui n'a en aucune façon entendu déroger aux L.L.C., bien au contraire (cfr. article 36, § 1).

Son activité, qui s'étend à tout le pays, est celle d'un service central. L'article 43 des L.L.C. lui est donc applicable. Quant à la nature des fonctions de mandataires, c'est dans le sens générique de la fonction qu'il faut entendre ce terme, cette disposition n'ayant d'autre objet que de fixer les limites de la responsabilité de ces organes.

Les mandataires sont nommés, soit pour des mandats de 5 ans renouvelables, soit bénéficient de contrats à durée indéterminée et reçoivent des traitements fixes.

Par ailleurs, les mandataires de LA POSTE occupent des fonctions à temps plein, en permanence, au même titre que les autres agents de cet organisme. Il s'ensuit que les mandataires des Services centraux occupent au sein de ces services des emplois au sens de l'article 43, § 3, des L.L.C.

Ces lois sont d'ordre public; il ne peut y être dérogé par des conventions particulières, ce qui signifie que leur méconnaissance entraîne la nullité des actes administratifs posés en violation de leurs dispositions.

D'autre part, ces lois doivent être interprétées en tenant compte de l'objectif fixé par le législateur (C.E - VI) n° 13.956 du 12.2.70.

En l'occurrence, l'intention du législateur ne peut avoir été de n'appliquer ces lois que sur une seule catégorie d'agents, alors qu'en soi, leur champ d'application concerne les agents quel que soit leur statut.

Dès lors, les dispositions linguistiques légales prévues à l'article 43 des L.L.C., sortent leur plein effet par rapport au personnel non statutaire, occupé à titre provisoire ou non comme les mandataires de LA POSTE.

Il n'existe dès lors, aucun fondement juridique explicite pour exempter les mandataires de LA POSTE de l'application de la législation linguistique.

Par conséquent ces emplois, tout comme les personnes qui exécutent les tâches, liées aux fonctions, doivent être repris dans les cadres linguistiques, selon l'article 43 précité. Leurs fonctions ou grades doivent aussi être repris en degrés.

La plainte est donc recevable et fondée puisqu'aucun fondement juridique ne permet d'affirmer que les mandataires de "LA POSTE" ne sont pas soumis à l'article 43 des L.L.C.

Conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa, des L.L.C., vous êtes invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite que vous apporterez au présent avis.

Cet avis est communiqué au plaignant et à l'administrateur délégué de "LA POSTE".

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.